

## INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS

## Un guide et une banque de données sur le foncier

**Une bonne partie du foncier industriel est en voie d'être récupérée, à charge d'une optimisation des actifs existants et d'une implication «primordiale» des walis notamment. Un guide de l'investisseur industriel vient d'être élaboré et une banque de données sur le foncier sera bientôt disponible.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Instituée par décret 07-119 du 23 août 2007 et mise en place voilà cinq mois sous la tutelle du ministère de l'Industrie et de la Promotion de l'investissement (MIPI), l'Agence nationale d'intermédiation et de régulation foncière (Aniref) est lancée. Entreprise publique à caractère industriel et commercial (Epic), l'Aniref est chargée de la gestion par convention d'un portefeuille immobilier et foncier, de l'intermédiation immobilière et foncière, la régulation du foncier et de la promotion foncière.

Cette agence est en train de récupérer progressivement après liquidation et transfert aux Domaines, une bonne partie du foncier industriel. Il s'agit des zones

industrielles, des actifs, terrains résiduels et inexploités des entreprises publiques dissoutes et des terrains excédentaires inexploités des grandes entreprises en activité.

L'Aniref est aussi appelée à promouvoir les futures zones de développement industriel intégré et développer l'offre foncière nouvelle. Hôte hier d'une rencontre médiatique, la directrice générale de l'Aniref, M<sup>me</sup> Mokraoui, s'est déclarée optimiste quant à l'exercice de sa mission. Même si le diagnostic avancé par certains ne semble pas satisfaisant, l'Aniref œuvre, cependant, selon sa responsable, à «changer les habitudes en matière de collecte des données» et à mettre un terme au manque d'information, à la multiplicité des

intervenants et à la mauvaise organisation qui freinent les projets d'investissements. De fait, l'Aniref se veut «un interlocuteur à l'écoute» des investisseurs.

La directrice générale de l'Aniref s'est montrée également confiante sur l'existence du foncier industriel pour les projets d'investissements au niveau national. Un foncier important et qui existe pourtant pas seulement à Alger mais aussi «en dehors» dans les régions limitrophes, les Hauts-Plateaux. Ce foncier, autres biens immeubles et foncier relevant d'autres propriétaires, est attribué selon la

base des enchères publiques dans les grandes villes du pays et sur la base du gré à gré à l'intérieur du pays, Hauts-Plateaux et Sud et dans les zones à promouvoir.

Un foncier disponible cédé ou concédé pour le bâti et les terrains biens relevant du domaine privé de l'Etat aussi dans le cas du gré à gré des enchères publiques. En indiquant que la concession peut être accordée pour une période renouvelable de 20 ans et se transformer en cession si le projet industriel est réalisé. Une attribution d'actifs «sains» dans chaque wilaya

examinée par une commission regroupant des représentants de l'Aniref et du ministère des Finances, est soumise à l'aval du wali territorialement compétent.

Il s'agit, selon la responsable de l'Aniref de bien optimiser ce potentiel foncier, grâce à la collaboration des services du ministère des Finances et d'une bonne implication «primordiale» des walis. Déjà, une dizaine de directions régionales de l'Aniref sont en bonne voie d'installation, trois à l'Ouest, quatre à l'Est, deux au Sud et deux au Centre. En parallèle, l'Aniref poursuit la collecte

des données sur ce foncier, en «ouvrant», selon sa responsable, à informer. Ainsi, outre un site Internet, cette agence mettra à la disposition des investisseurs une banque de données, une fiche détaillée sur les actifs fonciers (type de bien, terrain, bâti ou terrain bâti, localisation géographique, superficie du terrain ou du bâti sollicitée).

L'investisseur disposera également d'un guide du foncier, voulu simplifié et à même de renseigner les investisseurs sur les modalités pratiques et financières pour l'attribution du foncier.

C. B.

## GESTION DU DOMAINE PUBLIC ET PRIVÉ

## Vers l'infléchissement de l'orthodoxie en vigueur

**Un projet de loi modifiant et complétant la loi n°90-30 du 1<sup>er</sup> décembre 1990 portant loi domaniale sera débattu lors de la session parlementaire en cours.**

La raison de ce projet de loi, «certaines règles de la loi n°90-30 du 1<sup>er</sup> décembre 1990 portant loi domaniale se trouvent aujourd'hui largement dépassées».

En fait, selon l'exposé des motifs, «le régime juridique du domaine public traditionnel ne favorise pas la réalisation d'investissements lourds par les opérateurs privés (par exemple au niveau des enceintes portuaires ou aéroportuaires)».

En effet, «la règle d'inaliénabilité, avec son corollaire d'interdiction de

matière doit connaître un infléchissement», met-on en exergue. Cela «en vue de donner aux occupants privés un minimum de sécurité et de stabilité en mesure de les inciter à développer des investissements adéquats».

Cette actualisation porte ainsi sur la prise en charge de la démonopolisation de la gestion du domaine public, l'introduction de la possibilité de constituer des droits réels portant sur les ouvrages, constructions et installations de nature immobilière réalisés sur le domaine public artificiel et celui des ressources et richesses naturelles. Ainsi que sur l'élargissement de

la concession portant sur le domaine public, à la réalisation d'infrastructures en définissant, pour plus de clarté, au niveau de la loi, ce mode de dévolution contractuelle de service public. Voire, l'introduction de la possibilité de consentir des baux de longs termes sur le terrain privé et la valorisation financière des biens domaniaux en privilégiant la vente ou la location au plus offrant (enchères publiques), «le gré à gré ne devant être accordé qu'à titre purement dérogatoire, dûment justifié, pour des opérations ayant un impact certain sur l'économie nationale».

C. B.

## AMÉLIORATION DES PRESTATIONS

## 16 établissements touristiques publics s'engagent

**Elever le niveau des prestations et la qualité du service offert dès la saison touristique 2008, tel est le principal objectif fixé par le département de Chérif Rahmani dans le cadre de sa nouvelle stratégie ministérielle de promotion du tourisme, dont la finalité est l'amélioration de l'image de marque de la destination Algérie.**

**Lotfi Mérad - Alger (Le Soir)** - Et dans cette perspective, seize contrats de performance touristique ont été signés hier à Alger entre le ministère de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et du Tourisme et des organismes publics de gestion touristique. Répartis à travers le territoire national, ces structures, hôtels, complexes et villages touristiques s'engagent donc à simplifier davantage dans l'amélioration des services et des prestations touristiques et à relever l'image du pays tant au niveau national qu'à l'étranger. Reconnaisant une nette dégradation de l'image de marque de l'Algérie en matière de pres-

tation touristique à l'étranger, une situation aggravée durant «la décennie noire» pour des raisons évidentes, Chérif Rahmani a toutefois souligné l'enjeu de cette politique qui vise à «réhabiliter le tourisme en Algérie» et à «en faire une destination phare dans la région méditerranéenne» comme ce fut le cas dans les années, 1960, 1970 et 1980. Ainsi, les Entreprises de gestion touristique (EGT) du Centre, Est et de l'Ouest ainsi que celle d'Annaba, Sidi Fredj, Zéralda, Tipasa, Hammam Righa, Tlemcen, des Andalouses, Tamanrasset, Biskra, Ghardaïa mais aussi le complexe de thalassothérapie et les entreprises de gestion hôtelière

d'El Aurassi et d'El Djazair sont tenus de mettre en œuvre les moyens humains et matériels pour mener à bien cette stratégie en vue d'améliorer l'accueil, l'hygiène, les conditions d'hébergement et autres prestations hôtelières en direction des clients nationaux ou étrangers tout au long de la saison touristique 2008. L'enjeu est d'autant plus réel que «l'alibi sécuritaire n'est plus viable», a estimé Chérif Rahmani. Pour ce dernier, la relance progressive du tourisme en Algérie est une réalité et le problème réside

dans les mentalités des «touris-sceptiques» et des «touris-angéliques». Fatalistes quant à la relance du tourisme pour les premiers et trop simplistes quant aux efforts à mettre en œuvre à cet effet pour les seconds. S'adressant aux professionnels du secteur, le ministre les a exhortés à mettre en place des programmes de formation ainsi que des campagnes de communication et de marketing en utilisant les nouvelles technologies de l'information.

L. M.

## AVIS DE DÉCÈS

Les familles Beghar, Djafar Bey, Tounsi, Benchikh, Bouchenafa, Benyahia, Maâzouz ont l'immense douleur de faire part du décès de leur père, frère, oncle, beau-frère, cousin

**Beghar Athmane à l'âge de 62 ans.**

La levée du corps se fera au domicile mortuaire, sis 2, rue Meridja-Souayah, Saoula.

L'enterrement aura lieu aujourd'hui dimanche 30 mars 2008 au cimetière Souayah, Saoula.

## BÉJAÏA

## Paralysie totale dans le secteur des transports de voyageurs

La wilaya de Béjaïa était, durant la journée d'hier, entièrement paralysée par un mouvement de grève initié par le syndicat de la coopération des transporteurs de voyageurs affilié à l'UGTA.

Une grève pour exiger entre autres, la révision en baisse des chiffres d'affaires imposés par les services des impôts, de 60%, le gel des lignes sur le territoire de la wilaya, une augmentation du ticket de transport ainsi que l'aménagement de l'état des routes, lit-on dans la plate-forme de revendications dudit syndicat transmise au wali de Béjaïa. Pour cette première journée du mouvement de protestation qui sera encore reconduit aujourd'hui et demain, la consigne de grève a été respectée par l'écrasante majorité des transporteurs des voyageurs soit un taux de suivi avoisinant les 95% de grévistes, selon un syndicaliste du secteur. La mobilisation des opérateurs dans le transport de voyageurs était parfaite et leur message était clair : «Si la plateforme n'est pas satisfaite, nous allons recourir à d'autres actions plus radicales», met-on en garde.

Les stations des bus et autres transporteurs de voyageurs à travers toutes les localités de la wilaya étaient totalement désertées ce premier jour de semaine. Aucun bus, ni fourgon, n'ont été mis en circulation. Les voyageurs ont dû se rabattre sur d'autres moyens de transport notamment les clandestins pour les plus chanceux afin de pouvoir se déplacer et rejoindre leurs lieux de travail. Nombre d'étudiants qui devaient reprendre les cours n'ont pu se rendre à l'université hier.

Pour de très nombreux usagers, la grève est vécue comme un véritable calvaire. La grève des chauffeurs a fait l'aubaine des clandestins qui ont saisi l'occasion pour augmenter les prix. «On doit payer trois fois le prix du voyage pour espérer rejoindre notre lieu de travail» s'indigne un voyageur. Du côté des grévistes, le seul responsable de cette situation de crise est «l'autorité de tutelle qui nous a poussés à observer ce mouvement pour faire entendre nos revendications», soutient-on.

Il faut néanmoins souligner que si l'essentiel des revendications peuvent paraître légitimes, nombre d'usagers n'ont pas manqué de s'interroger sur la «curieuse» demande formulée par le syndicat de la corporation des transporteurs en vue de leur faire «éviter les triples sanctions, à savoir les P-V de justice et les P-V à la commission de sanction de la wilaya», sans commentaires.

A. Kersani